



19 JUIN 2025

L'ESSENTIEL DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RTE

Vous le savez déjà, suite aux communications « accélérées » de la direction de l'entreprise, Xavier PIECHACZYK est reconduit à la tête de RTE en tant que Président du directoire et a déjà constitué la nouvelle équipe dirigeante qui va l'accompagner pour la prochaine mandature.

Le choix du Président s'est joué au sommet de l'Exécutif (entre Élysée et ministères).

Nous comprenons que l'objectif principal de ce renouvellement rapide, est d'éviter « un trou d'air » dans la gestion de l'entreprise dans cette période de croissance forte de l'activité, avec un contexte énergétique, économique et sociétal complexe et instable.



Nous regrettons simplement que lorsqu'il s'agit :

- De la captation de votre Valeur Ajoutée commune (prélèvements des dividendes),
- De la rémunération des dirigeants de l'entreprise,
- De certaines réalités en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise, de sécurité au travail, de santé, de devoir de vigilance...
- Et de certains pans de gestion RH (que nous avons dénoncés),

les communications soient beaucoup moins précises, moins rapides, voire carrément inexistantes !

Compte-tenu notamment d'une politique sociale que nous condamnons, les administrateurs CGT n'ont pas soutenu la reconduction du Président sortant lors du vote au Conseil de Surveillance de RTE.

Du point de vue économique, malgré l'engagement des équipes RTE concernées, il ressort de l'exécution du TURPE 6, un « trou » dans la masse salariale. **Ce sont au moins 22 M€ qui ont été thésaurisés, au détriment d'emplois statutaires et de la reconnaissance du travail des salariés de RTE !** De même, il y a des accords, tels ceux « pour l'égalité entre les femmes et les hommes », « Handicap » ou « Reconnaissance » qui ont fait l'objet de coupes budgétaires → **Nous ne comprenons pas ces actes de gestion au détriment du personnel !**

Du point de vue « opérationnel », les travaux sur les futurs énergétiques 2050, sur le Schéma De Développement du Réseau, sur le bilan prévisionnel, le bilan électrique, les études sectorielles... sont des réussites que nous reconnaissons, même si elles s'inscrivent dans un contexte libéral et mercantile que nous contestons. **RTE devrait éclairer** sur les multiples désordres créés par le marché et l'interventionnisme du « capital » et du monde de la finance. **Nous contestons surtout la politique d'externalisation** qui est un non-sens économique et un danger pour le maintien des compétences.

Pour finir, **nous déplorons surtout certains pans de la gestion RH**, avec un acharnement managérial, puis juridique, pour sanctionner avec parfois des motifs futiles et le plus souvent avec des conclusions abusives et **des sanctions disproportionnées**. Le mandat, qui se termine, a vu notamment **2 salariés**

■■■

en situation de handicap licenciés qui ont été heureusement rétablis dans leurs droits suite aux actions juridiques externes que la CGT a accompagné. Nous n'irons pas plus loin sur la gestion RH de l'entreprise, sur le dialogue social, mais pour nous, cela mérite un carton rouge !

Nous espérons que la prochaine mandature sera meilleure en la matière, **qu'un virage social sera pris** en terme de gouvernance. **Pour la CGT, LE PERSONNEL N'EST PAS UNE CHARGE, MAIS AU CONTRAIRE EST UNE CHANCE ET UN GAGE DE RÉUSSITES POUR LE SERVICE PUBLIC !** Dans cette période qui voit le débat sur l'Intelligence Artificielle être érigé en axe de gestion dans de nombreuses entreprises, nous contribuerons au débat, mais en priorisant l'intelligence humaine et collective.

CONSEIL DE SURVEILLANCE

5 JUIN 2025



DIVIDENDES

Nous avons voté **CONTRE** la distribution des **dividendes**, en cohérence avec notre vote sur le budget 2025 et la vision que nous portons sur un autre partage des résultats financiers (Résultat Net) qui se trouvent être la Valeur Ajoutée que vous, salariés de RTE, êtes les seuls à créer.

RACCORDEMENT "FAST TRACK"

Ce dispositif répond à des enjeux politiques, économiques, sociétaux qui sont plus ou moins partagés et qui soulèvent de nombreuses questions.

Sur le sujet, un point d'attention, voire **d'alerte** sur l'aspect « rapidité » en lien avec ce nouveau dispositif.

Eu égard à la consistance des projets en portefeuille, les délais apparaissent réduits au minimum, hyper contraints.

La réussite de tels projets en consistance, coûts et donc délais sera une fierté pour RTE, même si le respect des 3 axes est souvent complexe lorsque l'on souhaite en privilégier un fortement.

Ce type de projet avec priorité forte sur les délais est toujours **impactant pour les salariés qui se retrouvent mis en pression, en interne RTE et**

chez nos fournisseurs, avec des risques accrus en matière de santé et de sécurité.



INCIDENT SUR LE RÉSEAU ESPAGNOL

Petit à petit, nous commençons à récupérer des informations, des données. Vu la complexité de la gestion du système électrique, il faut que tous les « acteurs » dudit système soient transparents et transmettent l'exhaustivité des données... **Pour le moment, c'est loin d'être le cas !**

Nous voyons déjà poindre un narratif exonérant les ENR intermittentes de tout impact ou contribution aux désordres et une demande des responsables ibériques visant à accélérer la construction de plus d'interconnexions... **Solution « miraculeuse » que nous questionnons voire contestons !**



Dans un premier temps, il faut surtout **être FACTUEL**, même si l'omniprésence du « marché » pèse énormément dans la communication et la vision que nos dirigeants diffusent. **Il faut revenir aux principes physiques**, électriques et techniques qui s'imposent aux systèmes énergétiques, notamment l'équilibre entre production et consommation, avec des marges suffisantes vu les exigences sociétales en matière d'accès à l'électricité et vu nos missions de Service Public et d'opérateurs d'importance vitale.

Nous nous sommes étonnés que CORESO ne soit sollicité dès à présent sur l'enquête « post opératoire » et « post-incidents », alors que l'incident est classé au maximum de l'échelle des risques, en niveau 3.

AUTRES ACTUALITÉS

Le débat public (via la CNDP) autour du SDDR (Schéma Décennal de Développement du Réseau) devrait s'engager en septembre 2025. Ce « plan-programme » produit avec rigueur par les équipes RTE doit contribuer à la réussite de la transition énergétique française. Dans ce même esprit de rigueur, le programme d'investissements 2025 de RTE, « prélude » du SDDR à venir est engagé.

Le tout faisant l'objet d'un suivi qui est déjà de plus en plus exigeant sur la gestion des projets, en coûts mais aussi en consistance, avec comme objectif de suivre « sans écart » les trajectoires tarifaires et d'investissements. **Nous continuons d'alerter sur l'impact sur les salariés, sur nos fournisseurs... sur les effets induits** avec des mise en pause, ou accélérations rapides (« stop & go »).

NOUS RESTONS ENGAGÉS, PORTEUR D'UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, MAIS QUI SOIT AUSSI UNE TRANSITION ÉCONOMIQUE ET DE JUSTICE SOCIALE, AVEC UNE DOSE MAXIMALE DE SERVICE PUBLIC.

BILLET D'HUMEUR

"Il faut lutter contre le Far West dans les océans... Les abysses ne sont pas à vendre, pas plus que le Groenland, la haute mer." Le message du Président de la République est fort dans le cadre de la conférence qui s'est tenue à Nice pour la défense et la protection des mers, océans...

Ce message est une évidence, mais ce sont surtout les actes qui doivent devenir des impératifs.

Ce sujet nous ramène vers d'autres domaines, secteurs, d'autres dossiers d'intérêt général, avec une évidence, les inducteurs de ce Far West sont le capitalisme, le mercantilisme et le libéralisme !

Le secteur de l'énergie est évidemment concerné. **Nous continuerons à proposer une autre organisation, une politique énergétique plus sociale, plus juste et plus sobre pour notre planète.**



**VOS ADMINISTRATEURS
SALARIÉS CGT**

Christophe AIME
Laurence HOLDERLE

